

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 514

[C - 2002/27140]

17 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés concernant le remembrement rural et la politique agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 15 février 1961 portant création du Fonds d'investissement agricole, modifiée par les lois du 29 juin 1971, 15 mars 1976, 3 août 1981 et 15 février 1990;

Vu la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux;

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative au remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure;

Vu la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux;

Vu le décret du 6 avril 1995 dotant l'Office wallon de Développement rural du statut de service à gestion séparée;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 1995 portant création d'une division dénommée « Office wallon de Développement rural » au sein du Ministère de la Région wallonne;

Vu l'arrêté royal du 27 octobre 1970 portant exécution des articles 44, quatrième alinéa, et 48, de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal de biens ruraux, notamment les articles 1^{er} et 2;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1981 fixant dans la Région wallonne les montants prévus par les articles 21, alinéa quatre, 42, alinéa quatre et 55 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, notamment les articles 2 et 3;

Vu l'arrêté de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 mai 1983 portant agrément de Centres régionaux de référence et d'expérimentation, notamment l'article 6, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du 14 novembre 1991;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 relatif à l'inscription d'une pouliche ou d'un poulain au stud-book du cheval de trait belge ou du cheval de trait ardennais, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 relatif à la gestion comptable, financière et patrimoniale de l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) service à gestion séparée, notamment l'article 13, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer aux membres des comités de remembrement et des commissions consultatives de remembrement, notamment l'article 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, notamment les articles 21, 24, 26, 33, 37, 40, 47, 53, 59, 65 et 66;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1971 déterminant la part d'intervention de l'Etat dans les dépenses pour les travaux exécutés par les comités de remembrement, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 janvier 2002;

Vu l'avis 32.688/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans les dispositions indiquées ci-dessous, de l'arrêté royal du 27 octobre 1970 portant exécution des articles 44, 4^e alinéa, et 48, de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal de biens ruraux, les montants exprimés en francs et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
	750 francs	18,60 euros
Article 2		
	750 à 5 000 francs	18,60 euros à 124 euros

Art. 2. Dans les dispositions indiquées ci-dessous de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 fixant dans la Région wallonne les montants prévus par les articles 21, alinéa 4, 42, alinéa 4, et 55, de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, les montants exprimés en francs et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
	2 000 francs	50 euros
Article 3		
	2 000 francs à 6 000 francs	50 euros à 149 euros

Art. 3. Dans les dispositions de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 24 mai 1983 portant agrément de Centres régionaux de référence et d'expérimentation, les montants exprimés en francs et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 6		
Alinéa 1 ^{er}	240 000 francs	5.950 euros

Art. 4. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 relatif à l'inscription d'une pouliche ou d'un poulain au stud-book du cheval de trait belge ou du cheval de trait ardennais, les montants exprimés en francs et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
	5 000 francs	124 euros

Art. 5. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 relatif à la gestion comptable, financière et patrimoniale de l'Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.) service à gestion séparée, les montants exprimés en francs et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 13		
	50 000 francs	1.250 euros

Art. 6. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 fixant les indemnités et jetons de présence à allouer aux membres des comités de remembrement et des commissions consultatives de remembrement, les montants exprimés en francs et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 ^{er}		
Alinéa 1 ^{er} , 1°	1 000 francs 1 600 francs	24,79 euros 39,66 euros

Art. 7. Dans les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture, les montants exprimés en francs ou en écus et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 21		
Alinéa 1 ^{er} , 1°	90.000 écus 180.000 écus	90.000 euros 180.000 euros
Article 24		
Alinéa 1 ^{er} , 1°	60.000 écus	60.000 euros
Article 26		
Alinéa 1 ^{er} , 1)	90.000 écus 180.000 écus	90.000 euros 180.000 euros
Article 33		
Alinéa 1 ^{er} , 1.	50.000 écus 100.000 écus	50.000 euros 100.000 euros
Article 37		
Alinéa 3	250 000 francs 180.000 écus 720.000 écus	6.197 euros 180.000 euros 720.000 euros
Article 40		
Alinéa 2	250 000 francs 360.000 écus	6.197 euros 360.000 euros
Article 47		
Alinéa 5	22.500 écus	22.500 euros
Article 53		
Alinéa 1 ^{er}	3 500 francs 4 900 francs 70 000 francs	87 euros 121,50 euros 1.735 euros

Article 59		
Alinéa 1 ^{er}	100 000 francs	2.479 euros
Alinéa 2	150.000 écus	150.000 euros
	7.300 écus	7.300 euros
	750 écus	750 euros
Article 65		
Alinéa 2	50 000 francs	1.239 euros
	6 000 francs	148 euros
Article 66		
Alinéa 1 ^{er}	250 000 francs	6.197 euros
Alinéa 3	1,5 million d'écus	1.500.000 euros

Art. 8. Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1971 déterminant la part d'intervention de l'État dans les dépenses pour les travaux exécutés par les comités de remembrement, les montants exprimés en francs et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euros dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
a)	2 000 000 francs	50.000 euros
	2 000 000 francs à 5 000 000 francs	50.000 euros à 125.000 euros
	5 000 000 francs à 10 000 000 francs	125.000 euros à 250.000 euros
	10 000 000 francs	250.000 euros

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 janvier 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 514

[C — 2002/27140]

17. JANUAR 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einführung des Euro in die Erlasse bezüglich der ländlichen Flurbereinigung und der Agrarpolitik

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Errichtung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen, abgeändert durch die Gesetze vom 29. Juni 1971, vom 15. März 1976, vom 3. August 1981 und vom 15. Februar 1990;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichen Gütern bei der Ausführung großer Infrastrukturarbeiten;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern;

Aufgrund des Dekrets vom 6. April 1995 zur Verleihung des Statuts einer getrennt verwalteten Dienststelle an das "Office wallon de Développement rural" ("Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. April 1995 zur Schaffung einer "Office wallon de Développement rural" genannten Abteilung innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. Oktober 1970 zur Ausführung der Artikel 44, Absatz 4, und 48 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze, insbesondere der Artikel 1 und 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 zur Festlegung in der Wallonischen Region der Beträge, die in Artikeln 21, Absatz 4, 42, Absatz 4, und 55 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern vorgesehen sind, insbesondere der Artikel 2 und 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 24. Mai 1983 über die Zulassung von regionalen Muster- und Versuchszentren, insbesondere des Artikels 6, Absatz 1, abgeändert durch den Erlass vom 14. November 1991;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 über die Eintragung eines Stut- bzw. Hengstfohlens in das Stutbuch des Belgischen Zugpferdes oder des Ardenner Zugpferdes, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 über die Rechnungsführung sowie die Finanz- und Vermögensverwaltung des "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) als getrennt verwalteten Dienststelle, insbesondere des Artikels 13, Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996 zur Festlegung der Vergütungen und Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern der Flurbereinigungsausschüsse und der beratenden Flurbereinigungskommissionen zu gewähren sind, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft, insbesondere der Artikel 21, 24, 26, 33, 37, 40, 47, 53, 59, 65 und 66;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 1. September 1971 zur Festlegung des Anteils der staatlichen Beteiligung an den Ausgaben für die von den Flurbereinigungsausschüssen ausgeführten Arbeiten, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des am 16. November 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Januar 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. Dezember 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 32.688/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den folgenden Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 27. Oktober 1970 zur Ausführung der Artikel 44, Absatz 4 und 48 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung der Landbesitze werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
	750 BEF	18,60 Euro
Artikel 2		
	750 bis 5 000 BEF	18,60 Euro bis 124 Euro

Art. 2 - In den folgenden Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 16. Dezember 1981 zur Festlegung in der Wallonischen Region der Beträge, die in Artikeln 21, Absatz 4, 42, Absatz 4, und 55 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermaßnahmen im Bereich der gütlichen Flurbereinigung von ländlichen Gütern vorgesehen sind, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 2		
	2 000 BEF	50 Euro
Artikel 3		
	2 000 BEF bis 6 000 BEF	50 Euro bis 149 Euro

Art. 3 - In den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 24. Mai 1983 über die Zulassung von regionalen Muster- und Versuchszentren werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 6		
Absatz 1	240 000 BEF	5.950 Euro

Art. 4 - In den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 über die Eintragung eines Stut- bzw. Hengstfohlens in das Stutbuch des Belgischen Zugpferdes oder des Ardenner Zugpferdes werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 2		
	5 000 BEF	124 Euro

Art. 5 - In den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 1995 über die Rechnungsführung sowie die Finanz- und Vermögensverwaltung des "Office wallon de Développement rural" (O.W.D.R.) als getrennt verwalteten Dienststelle werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 13		
	50 000 BEF	1.250 Euro

Art. 6 - In den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 1996 zur Festlegung der Vergütungen und Anwesenheitsgelder, die den Mitgliedern der Flurbereinigungsausschüsse und der beratenden Flurbereinigungskommissionen zu gewähren sind, werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 1		
Absatz 1, 1°	1 000 BEF 1 600 BEF	24,79 Euro 39,66 Euro

Art. 7 - In den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF oder in ECU angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 21		
Absatz 1, 1°	90.000 ECU 180.000 ECU	90.000 Euro 180.000 Euro
Artikel 24		
Absatz 1, 1°	60.000 ECU	60.000 Euro
Artikel 26		
Absatz 1, 1)	90.000 ECU 180.000 ECU	90.000 Euro 180.000 Euro
Artikel 33		
Absatz 1, 1.	50.000 ECU 100.000 ECU	50.000 Euro 100.000 Euro
Artikel 37		
Absatz 3	250 000 BEF 180.000 ECU 720.000 ECU	6.197 Euro 180.000 Euro 720.000 Euro
Artikel 40		
Absatz 2	250 000 BEF 360.000 ECU	6.197 Euro 360.000 Euro
Artikel 47		
Absatz 5	22.500 ECU	22.500 Euro
Artikel 53		
Absatz 1	3 500 BEF 4 900 BEF 70 000 BEF	87 Euro 121,50 Euro 1.735 Euro
Artikel 59		
Absatz 1 Absatz 2	100 000 BEF 150.000 ECU 7.300 ECU 750 ECU	2.479 Euro 150.000 Euro 7.300 Euro 750 Euro

Artikel 65		
Absatz 2	50 000 BEF 6 000 BEF	1.239 Euro 148 Euro
Artikel 66		
Absatz 1 Absatz 3	250 000 BEF 1,5 Millionen ECU	6.197 Euro 1.500.000 Euro

Art. 8 - In den folgenden Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 1. September 1971 zur Festlegung des Anteils der staatlichen Beteiligung an den Ausgaben für die von den Flurbereinigungsausschüssen ausgeführten Arbeiten werden die in der zweiten Spalte der folgenden Tabelle in BEF angegebenen Beträge durch die in der dritten Spalte derselben Tabelle in Euro angegebenen Beträge ersetzt.

Artikel 2		
a)	2 000 000 BEF	50.000 Euro
	2 000 000 BEF bis 5 000 000 BEF	50.000 Euro bis 125.000 Euro
	5 000 000 BEF bis 10 000 000 BEF	125.000 Euro bis 250.000 Euro
	10 000 000 BEF	250.000 Euro

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2002 in Kraft.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 17. Januar 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

N. 2002 — 514

[C - 2002/27140]

17 JANUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de invoering van de euro voor wat betreft de landverkaveling en het landbouwbeleid

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds, zoals gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1971, 15 maart 1976, 3 augustus 1981 en 15 februari 1990;

Gelet op de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

Gelet op de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken;

Gelet op de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendom in der minne;

Gelet op het decreet van 6 april 1995 houdende toekenning van het statuut van dienst met afzonderlijk beheer aan de "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 april 1996 tot oprichting van een afdeling genaamd "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) bij het Ministerie van het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 oktober 1970 tot uitvoering van de artikelen 44, vierde lid, en 48 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1981 tot vaststelling, in het Waalse Gewest, van de bedragen voorzien bij artikelen 21, vierde lid, 42, vierde lid en 55 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, inzonderheid op artikelen 2 en 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 mei 1983 houdende erkenning van regionale referentie- en proefcentra, inzonderheid op artikel 6, 1^e lid, gewijzigd bij het besluit van 14 november 1991;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 betreffende de toekenning van een premie voor de inschrijving van een merrieveulen of van een veulen in het Stamboek van het Belgisch trekpaard of van het Ardenner trekpaard, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 betreffende het beheer van de comptabiliteit, de financies en het vermogen van de "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling), dienst met afzonderlijk beheer, inzonderheid op artikel 13, 1^e lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de vergoedingen en de presentiegelden die aan de leden van de ruilverkavelingscomités en de adviescommissies voor de ruilverkaveling toegekend moeten worden, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw, inzonderheid op artikelen 21, 24, 26, 33, 37, 40, 47, 53, 59, 65 en 66;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 september 1971 tot vaststelling van de bijdrage van de Staat in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruilverkavelingscomités, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 november 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 17 januari 2002;

Gelet op het advies 32.688/4 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2001, overeenkomstig artikel 84, 1^e lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten over de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de hierna vermelde bepalingen van het koninklijk besluit van 27 oktober 1970 tot uitvoering van de artikelen 44, vierde lid, en 48 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1	750 frank	18,60 euro
Artikel 2	750 tot 5 000 frank	18,60 euro tot 124 euro

Art. 2. In de hierna vermelde bepalingen van het koninklijk besluit van 16 december 1981 tot vaststelling, in het Waalse Gewest, van de bedragen voorzien bij artikelen 21, vierde lid, 42, vierde lid en 55 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
	2 000 frank	50 euro
Artikel 3		
	2 000 frank tot 6 000 frank	50 euro tot 149 euro

Art. 3. In de bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 mei 1983 houdende erkenning van regionale referentie- en proefcentra worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 6		
1 ^e lid	240 000 frank	5.950 euro

Art. 4. In de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994 betreffende de toekenning van een premie voor de inschrijving van een merrieveulen of van een veulen in het Stamboek van het Belgisch trekpaard of van het Ardenner trekpaard worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
	5 000 frank	124 euro

Art. 5. In de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 1995 betreffende het beheer van de comptabiliteit, de finances en het vermogen van de "Office wallon de Développement rural" (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling), dienst met afzonderlijk beheer worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 13		
	50 000 frank	1.250 euro

Art. 6. In de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de vergoedingen en de presentiegelden die aan de leden van de ruilverkavelingscomités en de adviescommissies voor de ruilverkaveling toegekend moeten worden, worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
1 ^e lid, 1 ^o	1 000 frank	24,79 euro
	1 600 frank	39,66 euro

Art. 7. In de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 21		
1 ^e lid, 1 ^o	90.000 ecu	90.000 euro
	180.000 ecu	180.000 euro
Artikel 24		
1 ^e lid, 1 ^o	60.000 ecu	60.000 euro
Artikel 26		
1 ^e lid, 1)	90.000 ecu	90.000 euro
	180.000 ecu	180.000 euro
Artikel 33		
1 ^e lid, 1.	50.000 ecu	50.000 euro
	100.000 ecu	100.000 euro
Artikel 37		
3 ^e lid	250 000 frank	6.197 euro
	180.000 ecu	180.000 euro
	720.000 ecu	720.000 euro

Artikel 40		
2 ^e lid	250 000 frank 360.000 ecu	6.197 euro 360.000 euro
Artikel 47		
5 ^e lid	22.500 ecu	22.500 euro
Artikel 53		
1 ^e lid	3 500 frank 4 900 frank 70 000 frank	87 euro 121,50 euro 1.735 euro
Artikel 59		
1 ^e lid 2 ^e lid	100 000 frank 150.000 ecu 7.300 ecu 750 ecu	2.479 euro 150.000 euro 7.300 euro 750 euro

Artikel 65		
Alinea 2	50 000 frank 6 000 frank	1.239 euro 148 euro
Artikel 66		
Alinea 1 Alinea 3	250 000 frank 1,5 miljoen ecu	6.197 euro 1.500.000 euro

Art. 8. In de hierna vermelde bepalingen van het ministerieel besluit van 1 september 1971 tot vaststelling van de bijdrage van de Staat in de uitgaven voor de werken uitgevoerd door de ruilverkavelingscomités worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
a)	2 000 000 frank	50.000 euro
	2 000 000 frank tot 5 000 000 frank	50.000 euro tot 125.000 euro
	5 000 000 frank tot 10 000 000 frank	125.000 euro tot 250.000 euro
	10 000 000 frank	250.000 euro

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 januari 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART



17 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés pris en exécution du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture, notamment les articles 4, § 1^{er}, 3°, 5, 6 et 7, modifié par les décrets du 20 juin 1996 et du 22 janvier 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture, notamment les articles 2, 4, 5 et 7, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux règlements d'ordre intérieur, aux délégations et aux attributions des organes de gestion de l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture et son annexe, notamment l'article 70;